



LIBERTAIRE

Supplément gratuit au *Monde libertaire* n°1657

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste

POURQUOI CE JOURNAL ?

Il y a plus d'un an, Presstalis, quasi monopole de la distribution de presse en France, lançait une offensive contre la presse libre. Par une révision drastique des tarifs, elle condamnait les journaux anarchistes et révolutionnaires à l'asphyxie économique. Le Monde libertaire (ML), le plus vieux titre de la presse anarchiste française, et l'un des plus anciens de la presse tout court, ne pouvait pas rester passif. Nous nous sommes d'abord défendus. En augmentant le prix de notre journal, puis en lançant une souscription de soutien, nous nous sommes adressés à vous. Parce que c'est grâce à vous que nous existons. Parce que c'est grâce à votre solidarité active que nos efforts constants ont un sens. Grâce à vous, ce vieux mais solide bateau n'a pas chaviré sous la bordée des vendeurs de papier. Nous ne sommes pas encore tirés d'affaire. Mais la meilleure défense c'est l'attaque. Et nous avons choisi d'attaquer.

Lors d'un congrès extraordinaire, la Fédération anarchiste a décidé d'éditer non pas un, mais deux hebdomadaires ! Le premier, c'est celui que vous connaissez peut-être : le ML et ses 24 pages, disponible chaque jeudi dans tous les bons kiosques. Le second, c'est celui que vous découvrez : un ML de 8 pages diffusé gratuitement, chaque semaine, par les militants de la Fédération anarchiste ! Le but de cette publication est de faire connaître au plus grand nombre ce qu'est réellement la Fédération anarchiste : un journal, une organisation fédérale, une association d'individus oeuvrant, fraternellement, à la réalisation de notre idéal libertaire : une société débarrassée des maîtres et des dieux ! Chaque semaine, les militants de la Fédération anarchiste vous feront connaître les points de vue, les outils et les propositions développés par les libertaires. Chaque semaine, les militants de la Fédération anarchiste se feront connaître auprès de vous afin de vous permettre, si la révolte gronde en vous, de les rejoindre et de travailler ensemble à la révolution sociale. Et chaque semaine, la Fédération anarchiste fera, par ses propres moyens, la démonstration qu'il est possible d'organiser un réseau de diffusion de presse hors d'atteinte de la vérole capitaliste. Vive l'anarchie !

L'administration du Monde libertaire

JE SAVAIS DÉJÀ que j'avais raté ma vie : je n'ai pas de Rollex à quarante ans passés... Voilà en plus que je me serais fait traiter de minable par députés interposés. Donc c'est entendu, Copé, grand chef UMP n'a pas dit que « si on n'a ici que des gens qui se contentent de 5 000 euros par mois, on n'aura que des minables ». Avec plus de 5 000 euros net par mois, les députés font déjà partie des 5 % de salariés les mieux rémunérés de France. (Les ¾ des salariés touchent moins de 2 900 euros par mois et j'en fais partie). Bon, je ne veux pas vous inonder de chiffres mais ajoutez au salaire 6 300 euros brut

Évidemment, cet amendement-là aussi a été rejeté. Paraît que le Copé (celui qui vous dit qu'il ne l'a pas dit) se fait bien plus en cumulant ses postes d'élus et son boulot d'avocat-d'affaire. Cette activité lui rapporterait 200 000 euros par an. On comprend qu'il ne l'ai pas dit. Euh... Vous y croyez encore ?

Allons voir du côté de ceux qui payent les conseils des Copés, du côté des « pas minables » : la rémunération moyenne des dirigeants de banques françaises a bondi de 44, 8 % en 2010, à hauteur de 865 075 euros par an. Ce sont d'ail-

Députés du fric

de frais de mandat, quelques avantages dont vous trouverez le détail facilement sur internet, nous n'allons pas pleurer sur leur sort. Ce sont ces gens les « élus du peuple » ? Qu'est-ce qui justifie un tel traitement ? Leur somme de travail ? Vous y croyez ?

Le même Copé, (c'est un hasard puisqu'il vous dit qu'il ne l'a pas dit) s'était illustré il y a un an avec son copain Christian Jacob : tous deux avaient présenté un amendement pour supprimer une disposition dans un projet de loi sur les députés fraudeurs. Ceux-ci risquaient 30 000 euros d'amende et deux ans de prison s'ils oubliaient de déclarer volontairement des éléments de leur patrimoine ou s'ils en faisaient une évaluation mensongère. Le contrôle se faisant à chaque élection, réélection et à la fin de mandat pour éviter tout conflit d'intérêt ou enrichissement frauduleux. Même à l'UMP, certains trouvaient de mauvais goût de laisser les députés se moquer des lois alors que le moindre escroc de bas étage se fait condamner... Finalement ils ont coupé la poire en deux : l'amende est conservée, mais pas la prison. Cela fait beaucoup moins peur... Et puis, encore faut-il se faire prendre... Dites, « les mêmes lois pour tous », vous y croyez ?

À la même époque, le député UMP Tardy avait proposé un amendement interdisant aux députés d'être aussi avocat-conseil. C'est pas l'avocat qui gère les divorces ou les accidents de voiture, qui dérange. C'est celui qui donnera « conseils » et carnet d'adresses, mélangeant des intérêts publics et privés, affaires économiques, aides aux entreprises, coup de pouce pour faciliter l'adoption d'une loi ou un assouplissement de la législation. Cela s'appelle du lobbying.

leurs des gagne-petits à côté des britanniques. Les revenus des banquiers anglais peuvent valoir en moyenne 65 fois celui de leurs employés ! Quand même si on mesure tout à l'échelle du fric, vous croyez que quelqu'un peut valoir 65 fois un autre ? C'est son temps qui vaut plus ? Mon temps, c'est ma vie. Ma vie vaut x fois moins que celle d'un autre ? Je proteste, et j'espère que ceux qui me lisent aussi : Ceux qui s'enrichissent avec la spéculation, qui gèrent si mal les affaires du monde mais très bien leurs affaires personnelles, ceux qui vont imposer privations, baisses de salaires, misère, qui vont casser les services publics, exiger des états qu'ils imposent l'austérité aux peuples valent plus que nous ? Au nom de leur engraissement, au nom de leurs profits, nous devons nous préparer à souffrir, à payer, à voir nos vies et celles de nos enfants sacagées ? Parce qu'ils valent plus que nous ? Vous y croyez ?

Comme les nobles du temps jadis, comme les seigneurs dont la vie avait plus de valeur que celle du petit paysan ? Leur pouvoir, ils l'avaient « par nature ». À force de dire qu'ils étaient supérieurs aux autres, les autres l'ont cru pendant des siècles. Ils y croyaient. Puis un jour, ça n'a plus marché. Les yeux se sont ouverts, la noblesse a eu peur.

Vous, vous y croyez à une société pareille ? Vous croyez que l'on peut valoir 10, 50, 100 fois plus qu'un autre ? Vous croyez que ces surhommes travaillent 10, 50, 100 fois plus ? Qu'ils créent 10, 50, 100 fois plus de richesses que d'autres ? Qu'ils sont 10, 50, 100 fois plus utiles à la société, à l'humanité ? Si oui, vous avez la foi ! Que Grand Capital vous bénisse !

Rodkol

Qu'allaient-ils faire dans cette galère ?

LES GRANDS CHEFS SYNDICAUX au sommet social du 18 janvier dernier convoqué par Sarko ?

Si l'on en juge par les résultats, leur présence à ce show présidentiel très médiatisé tient plus du faire-valoir que de l'action syndicale, même très réformiste: 430 millions d'euros de mesures concernant le chômage partiel, la prise en charge totale des «charges sociales» pour les jeunes de moins de 26 ans embauchés dans des toutes petites entreprises, les «mutations économiques» (aides à la reconversion) et la formation des chômeurs et le renforcement des effectifs de Pôle emploi. Précisons que ces 430 millions sont des crédits «redéployés», c'est-à-dire piqués sur d'autres budgets, sociaux ou autres! 430 millions, une peccadille face aux dizaines de milliards miraculeusement trouvés, parfois en moins d'une semaine, pour renflouer les caisses de telle ou telle banque ou de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel État...

Sarko a précisé, lors du sommet, qu'il annoncerait à la fin du mois les vraies mesures, celles qui cognent (TVA sociale, réforme radicale de la formation professionnelle, etc.).

En première analyse donc, cinq heures perdues pour Bernard, François, Jean-Claude... Ce qui en soit n'est pas très grave. Mais, à y regarder de plus près, ce sommet social avait un tout autre objectif que de négocier quoique ce soit. Il s'agissait d'aboutir à un «diagnostic partagé» dans la logique désormais institutionnalisée de «dialogue social». Dialogue social, bel habillage pour ne pas dire accompagnement actif ou passif des mesures gouvernementales, voire de plus en plus co-élaboration de ces mesures. On se met d'abord d'accord sur le constat (il y a une crise du système, va bien falloir que les salariés, les chômeurs paient la note; il faut garder en mémoire le communiqué hallucinant de l'intersyndicale, sauf FO, du 18 août 2011). Puis, on met en œuvre la meilleure stratégie pour les faire avaler aux salariés y compris en faisant mine de résister.

Soyons clairs, rien ne s'est fait ces dernières années sans l'accord explicite (direction de la CFDT) ou implicite (direction de la CGT). Plus précisément, la «position commune» (c'est leur propre terme) d'avril 2008 – CGT, CFDT et MEDEF, le tout avec la bénédiction de Sarko – a marqué un tournant dans le processus d'intégration des organisations syndicales qui a commencé depuis longtemps mais qui se heurte à une résistance, réelle celle-là, d'une grande partie des militants.



Comment la loi Fillon sur les retraites aurait-elle pu passer, à l'automne 2010, sans l'axe Thibault-Chérèque qui a promené les salariés de manif en manif en cassant toutes les tentatives de blocage et de grève de leurs propres «troupes». On se souvient, là encore, du sinistre communiqué CGT, CFDT, FSU, Unsa condamnant les «atteintes aux biens et aux personnes» au moment où les salariés des raffineries tentaient de bloquer l'économie¹.

Comment les multiples réformes de destruction de l'école, dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (réforme des lycées, école du socle, mastérisation, liquidation de l'enseignement professionnel au profit de l'apprentissage, privatisation des Greta) auraient-elles pu se mettre en place sans l'accord inavoué, bien évidemment, de la direction de la FSU, encore largement majoritaire dans le secteur même si elle a perdu 100 000 voix aux élections professionnelles du 20 octobre dernier? À noter que la grève (SNES, CGT, SUD, FO) et la manifestation nationale du 31 janvier sur des bases claires (retrait pur et simple du projet de décret sur l'évaluation des enseignants et annulation des suppressions de postes) est un point d'appui que la FSU (contre certains de ses propres syndicats!) fait tout pour saper.

Comment 860 salariés de SeaFrance à Calais pourraient-ils se trouver mis à la rue par l'État (propriétaire de la SNCF, elle-même propriétaire de l'entreprise) sans le soutien

actif de la direction de la CFDT qui pousse même à l'exclusion de sa propre section locale qui n'est pas dans la ligne de soumission et de trahison de sa confédération?

Et si certains n'étaient pas encore convaincus par ces exemples, qu'ils lisent l'appel paru à la mi-décembre «pour un nouveau contrat européen» signés (avec quelques homologues d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie et de Belgique) par le couple Chérèque-Thibault. Ces «syndicalistes», qui feraient retourner dans leur tombe tous les anciens, s'inquiètent une fois de plus de l'«avenir de l'Union européenne» et donc de sa monnaie, s'engagent à trouver des solutions pour «réduire les déficits» et rappellent, s'il en était besoin, qu'ils ne «défendent pas une position partisane» (en clair les salariés!) mais qu'ils cherchent «l'intérêt général», donc à préserver le système capitaliste. Faut-il en rajouter?

Tout cela pourrait être déprimant et faire aboutir à de mauvaises conclusions du type: tout est pourri, abandonnons le terrain syndical. J'ai la faiblesse de penser que c'est tout le contraire qu'il faut faire. Se réapproprier notre outil syndical, qui peut être un levier puissant de transformation sociale dans ses acquis et dans ses pratiques qui s'opposent à l'impasse électorale où le système tente de nous enliser.

Définissons les revendications à la base qui deviennent les mandats des sections, décidons des modalités d'action à la hauteur des coups qui nous sont portés, faisons vivre l'inter-professionnel, bousculons les bureaucraties en imposant les mandats, discutons et organisons-nous entre militants qui se reconnaissent de la lutte de classe et qui sont sans arrière-pensées électoralistes ou partidaires. C'est notre tâche urgente. C'est notre responsabilité. Et la galère va changer de côté.

Fabrice

Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste

À noter que la direction de FO, qui ne s'est pas liée à l'intersyndicale de l'austérité et à ses diverses manœuvres, a cru bon toutefois de briguer et d'obtenir la présidence de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse, soit disant pour résister de l'intérieur... Aussitôt élu, le président FO a cru bon, lui aussi, de déclarer que, certes son organisation était opposée à la loi Fillon mais que, dans un esprit «républicain» (!), il mettrait loyalement en place cette réforme. Drôle de conception du mandat.

Météo syndicale

QU'EST-CE QUI AGITE le plus de ce qui reste de mouvement syndical français actuellement ? La tentative des pouvoirs publics d'enfumer le mouvement social, l'annonce du départ de Bernard Thibault de la tête (sic) de la CGT ou le massacre industriel dont la dernière usine Lejaby a fait dernièrement les frais ?

«Produire en France» est un thème dont la campagne électorale fait ses choux gras. Ça rassemble tout le monde et la politique dite «de l'effet d'annonce» ne mange pas de pain. Il suffit de regarder dans le rétroviseur ! Comme le mettait en une un quotidien hexagonal, le *made in France* a fait «cocoricouac». Malgré la mobilisation des salariées au site d'Yssingeaux, la dénonciation du mépris du gouvernement, l'usine a fermé. Toute la production de lingerie part en Tunisie. Sur 450 ouvrières, seules près de 200 conservent un emploi. Pour les autres, le ministre du Travail a déclaré que 98 % du salaire serait maintenu pendant un an, mais ce n'est que l'application de la loi... Un an, et après ? L'emploi n'est pas légion en Haute-Loire. En avril 2010, les sites de Bourg-en-Bresse, Bellegarde-sur-Valserine (Ain) et Rilleuc (Rhône) avaient déjà fermé. Mais la direction avait déclaré : «À Yssingeaux, vous ne risquez rien, vous êtes l'usine pilote ! »

En fait, des licenciements peuvent aujourd'hui avoir un caractère boursier, puisqu'il y a absence de motif économique. Comme le déclarait une ex-déléguée CGT de l'usine de lingerie Aubade à Saint-Savin (Vienne) : «Il y avait de l'argent et du travail. On a privé des gens de boulot pour aller produire en Tunisie où les coûts de production sont moins élevés et ainsi faire deux fois plus de bénéfices.» CQFD. Telle est la loi des marchés, malgré les discours électoraux du locataire de l'Élysée aux «forces économiques». L'assemblée générale des salariées de Haute-Loire a déclaré la semaine dernière : «Nous demandons la mise en place de préretraites à partir de cinquante-cinq ans. Nous voulons une revalorisation des primes de licenciements pour atteindre 10 % des salaires perçus. Nous voulons un plan de réindustrialisation du site d'Yssingeaux.» Elles doivent savoir qu'elles ne doivent compter que sur elles-mêmes et les forces collectives de la solidarité. Comprendre, aussi, que tous les prétendants à la charge suprême ne les instrumentalisent pas beaucoup moins que ce gouvernement qui a encouragé le massacre industriel.

Torrent Impétueux

Notre sommet social est à la base

IL Y A QUELQUES JOURS, un estimé camarade m'avouait ne plus croire en la capacité du syndicalisme à instaurer un vrai rapport de classe conflictuel au sein de la société. Je n'étais, bien sûr, pas de son avis. Si le syndicalisme de 2012 n'est, certes, plus celui de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècles, s'il est loin, aujourd'hui, de constituer un front uni du Travail contre le Capital, il y reste néanmoins des potentialités de résistance. Des potentialités qui se réveillent régulièrement et qui, parfois, accouchent de victoires. Et pas forcément des moindres. Récemment, deux épisodes viennent conforter ce propos.

Le premier, c'est la victoire des pompiers de la gare d'Austerlitz qui, après 98 jours de grève téméraire et implacable, sont parvenus à faire plier les patrons de Lancry, l'entreprise qui les emploie. Soutenus, depuis le début du conflit, par l'UL CGT du 13 et l'US CGT Commerce Paris, ils ont obtenu de leur direction des augmentations de salaire (108,13 euros pour les agents de sécurité incendie, 148,57 euros pour les chefs d'équipe, à quoi il faut aussi ajouter 30 euros de frais de transport – 45 euros pour ceux habitant en dehors de l'Île-de-France) et la garantie que les équipes déjà constituées ne bougeraient pas d'un iota.

Autre victoire dans le commerce pour les salariés du Monoprix Courcelles du XVII^e arrondissement de Paris. Vendredi 13 janvier dernier, ils se sont mis en grève pour réclamer des embauches, un remplacement systématique des salariés absents et, surtout, l'arrêt immédiat des sanctions dues aux erreurs de caisse liées au manque de personnel. Contrairement aux pompiers d'Austerlitz, il n'aura fallu que peu de temps aux salariés de Monoprix pour imposer leurs revendications à la direction. Au bout de trois heures de débrayage, celle-ci s'est engagée «à embaucher deux CDD à temps complet, dès mercredi prochain, pour le début de la deuxième démarque; les contrats étudiants seront renforcés et les salariés qui le souhaitent seront appelés à faire des heures supplémentaires; deux personnes en plus seront affectées au rayon non alimentaire pour aider à l'étiquetage; la chef de caisse du soir, sanctionnée pour ses erreurs de caisse, ne fera que des encaissements chèques et cartes bancaires». Avant de retourner au chagrin, les salariés du magasin ont menacé la direction d'un nouveau débrayage si les accords conclus n'étaient pas suivis d'effet dans les jours à venir. À bon entendeur...

Enfin, samedi 14 janvier dernier, c'est l'ensemble des salariés de chez Tati qui, à son tour, a embrassé la grève, peu après l'annonce

du suicide d'une de leur collègue, poussée à bout à son travail par une directrice jouant les Gengis Khan. Depuis 2008, la colère gronde dans le magasin de Barbès où règnent des pratiques managériales indignes. Il y a quatre ans, l'US CGT Commerce Paris dénonçait déjà les méthodes de la directrice : «Depuis sa prise de fonction, elle voit partout des salariés qui auraient eu des problèmes durant leur enfance, diagnostique des déficiences intellectuelles, envoie des salariés voir le médecin du travail pour se faire conseiller un suivi psychologique et un traitement médicamenteux. Elle repère des «fainéants» ou des «incapables» «dont on ne veut plus dans l'entreprise», refuse de serrer la main de salariés «atteints de rhume de cerveau». Elle rapporte les propos qui lui sont confiés, grossissant et exagérant des situations parfois banales et cherche, d'une manière générale, à diviser pour régner.» La grève n'a pour l'instant rien donné de concret, mais l'US envisage d'entreprendre des poursuites pénales contre la marâtre en mal de domination.

Toujours est-il que le syndicalisme reste le principal vecteur de la lutte des classes au sein du monde du travail. Par «syndicalisme», entendons bien les luttes revendicatives des travailleurs – comme celles des pompiers d'Austerlitz ou des salariés du Monoprix Courcelles –, et non les parades spectaculaires des bureaucraties confédérales au sommet «social» de l'État, en compagnie de la vérole patronale. Un syndicalisme libéré, aussi, de l'atonie d'une partie de sa base et des ficelles avec lesquelles ses dirigeants le manipulent pour des intérêts personnels, bien différents de ceux de la classe laborieuse.

De là à dire que le syndicat sera le point de départ d'un front émancipateur, je n'en sais rien. Reste, cependant, que les autres formes de luttes sociales ne sont pour le moment pas plus prometteuses de lendemains radieux pour l'humanité. Mais, malgré tout, une chose semble certaine : tant que nous ne resterons pas les bras croisés au turbin et que nous ne relèverons pas nos manches pour la grève, aucune perspective de sortie du capitalisme ne paraît envisageable.

Guillaume G.

Groupe Salvador-Segui de la FA
CGT Commerce et services

Usagers des transports en grève à Barcelone

À BARCELONE C'EST REPARTI comme en 1951. L'histoire ne se répète peut-être pas, mais elle bégaie fortement. Cette année-là, une hausse de 40 % du prix des tramways avait déclenché la première grande grève sous la dictature de Franco. Affiches et tracts étaient réapparues, invitant la population barcelonaise à boycotter les transports en commun de cette façon : « Sois un bon citoyen, montre ton courage, rends-toi à pied à ton travail. » Appel immédiatement suivi : les transports publics perdirent immédiatement 97 % de leurs usagers, la grève/boycott dura deux semaines et donna lieu à de durs affrontements avec la Garde civile, qui firent de nombreux morts. Ce fut également l'occasion de voir réapparaître au grand jour les organisations antifascistes (dont la CNT) ; devant l'ampleur de ce mouvement, les autorités annulèrent purement et simplement l'augmentation de prix. Dans la foulée Josep Maria Albert i Despujol (alors maire de Barcelone) et Eduardo Baeza y Alegría (gouverneur civil) furent destitués ; c'est qu'entretemps ce mouvement avait débouché sur d'autres grèves dans différents secteurs (notamment dans la métallurgie) et dans d'autres régions d'Espagne.

Aujourd'hui rebelote. La TMB-ATM¹ applique une augmentation de 38 % du prix du ticket de métro (ce qui en fera le plus cher d'Europe). Cela dans un contexte de crise (toujours la crise !) et s'ajoutant aux nombreuses coupes budgétaires réalisées ou annoncées en Espagne. Aussitôt un mouvement de protestation et de refus de cette augmentation est né par le biais des réseaux sociaux, et s'est donné le nom de TMB-51 en référence explicite à la grève de 1951. Comme quoi on peut être indigné, avoir de la mémoire ou connaître l'histoire sociale de son pays.

TMB-51 précise, comme le mouvement 15 M² dont il est en grande partie issu, qu'il s'agit d'une initiative de citoyens agissant de manière individuelle, indépendamment des partis ou syndicats, même si certains d'entre eux peuvent être membres d'un parti, d'un syndicat ou d'une association. Mais par-dessus tout TMB-51 se revendique ouvertement de la grève des usagers des transports publics de 1951.

Une première journée d'action a eu lieu le 10 janvier, une autre était prévue le 17 janvier mieux coordonnée : pour le moment TMB-51 est structurée en une trentaine d'assemblées de quartiers et d'indignés. La proposition d'action consiste donc à boycotter les transports en commun ; pour cela le collectif a eu le souci du détail



en fournissant quelques indications et conseils pratiques.

Petits déplacements : les effectuer à pied (avec rappel des bienfaits de la marche pour la santé)

Déplacements moyens : en rollers, skate, patinette, vélo (et de préférence en groupe)

Grands déplacements : en voiture (covoiturage évidemment), ou en moto ; conseil pour tous de se munir d'un casque au cas où une moto justement se propose de vous transporter.

Parallèlement à ce boycott, un appel à la solidarité des travailleurs du métro a été lancé pour qu'ils bloquent les tourniquets d'accès en position ouverte (enfin les transports libres et gratuits !). Dans la foulée une association s'est créée : Memetro propose – moyennant une cotisation mensuelle de 5 euros – de prendre en charge les éventuelles amendes infligées aux usagers sans titre de transport. Le mot d'ordre de ne pas utiliser les transports publics (ou de ne pas les payer) a tout de suite été entendu : 8 000 inscrits ou « followers » sur Facebook et Twitter, 30 000 visites sur le site de TMB-51. Pour mieux comprendre ce phénomène, il suffit de comparer d'une part le prix du ticket de métro : en France : 1,70 euros ; en Espagne : 2 euros. Et d'autre part le montant du salaire mensuel minimum : en France : 1 365 euros ; en Espagne : 641 euros.

Par ailleurs, tout ceci intervient dans un climat « détestable ». On apprend en effet que la société métropolitaine (TMB) compte près de

300 postes « politiques » dont la rémunération est fixée dans la plus grande confidentialité. Ces « hautes » fonctions représentent 7 % du personnel et leurs émoluments 14 % de la masse salariale. Pour en rajouter une louche, on apprend aussi que 90 responsables de l'AMB³ se sont répartis 800 779 euros d'indemnités rémunérant leur présence aux diverses réunions. C'est d'ailleurs au cours d'une de ces réunions qu'a été décidée l'augmentation du prix du billet de 1,45 à 2 euros, ainsi que le licenciement de 36 salariés précaires dont les CDD n'ont pas été transformés en CDI, comme c'était initialement prévu après leurs deux ans de travail temporaire. Mais bien entendu, c'est pour « faire face à la crise » que ces têtes pensantes ont pris de telles décisions.

Juste un détail : l'un de ces 90 conseillers/responsables est Xavier Trias maire de Barcelone, et c'est lui qui décroche la timbale puisque, pour avoir participé à 29 réunions dans l'année, il a touché 36 800 euros (1 269 euros la réunion tout de même !) qui s'ajoutent à son salaire de maire (110 000 euros). Je vous rassure quant au sort des 89 autres maires : leur participation à ces réunions leur permet pour la plupart d'entre eux de doubler le montant de leurs revenus. Et ceci évidemment, quelle que soit leur couleur politique : CIU, PSC, PP, ICV⁴, tout ce petit monde s'entend pour joindre l'utile (le bien du peuple ?) à l'agréable (leur bien personnel !)

Nous sommes loin évidemment d'une grève générale, mais ces révélations ahurissantes au milieu des hausses de tarifs décidées et imposées par les possédants, insupportables par leur brutalité et leur cynisme, pourraient déboucher sur un mouvement de grande ampleur comme en 1951. Comme disait l'autre : « Quand c'est insupportable, on ne supporte plus ! »

Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

1. TMB : Transports métropolitains de Barcelone (équivalent de la RATP pour Paris) ATM : Autorité de transport métropolitain (équivalent pour l'Ile de France de la Stif). C'est elle qui fixe les tarifs.

2. 15M : abréviation par laquelle on désigne le mouvement des indignés espagnols né à Madrid le 15 mai 2011.

3. AMB : zone d'extension des transports en commun à la grande banlieue barcelonaise.

Trois ans derrière des murs pour une simple gifle

LES CÉVENNES sont de basses montagnes couvertes de pins et de châtaigniers, où aucune agriculture industrielle n'est possible. Le cultivateur tend à y disparaître, remplacé par le bobo du Nord. Les éleveurs de chèvres continuent à y faire du pélardon. Ceux de brebis envoient le lait à Roquefort, et abattent les bêtes au moment de l'Aïd, pour les travailleurs marocains.

C'est ainsi que vivait Alain, berger d'un troupeau d'une soixantaine de moutons. Il n'était pas exactement de Malons (sa commune d'adoption), puisqu'il était de la DDASS, mais s'y était installé il y a quatorze ans. Il ne buvait pas, ne fumait pas (à part quelques joints quotidiens d'herbe locale) et, quand il redescendait au village, menait une vie rangée, entre sa compagne et leur petite fille.

On a beau vivre dans la nature, il arrive qu'on aille à l'hôpital. C'est ce qui arriva un jour à Alain, heureusement pas longtemps, rien de grave.

À son retour, il n'avait plus de troupeau. Tous les moutons avaient été abattus, à la demande du maire, parce qu'ils étaient sans surveillance et menaçaient d'aller brouter l'herbe d'autrui.

On ne discutera pas la décision du maire. Peut-être agit-il sagement, en l'occurrence. Mais certainement pas amicalement. Il aurait pu au moins prévenir.

Alors que là, la surprise fut totale. Et l'exaspération aussi. Alain alla trouver le maire et, d'un propos discourtois à l'autre, d'un nom d'oiseau à celui d'autres animaux plus ou moins sympathiques, le ton monta. Si bien que le berger finit par allonger une paire de gifles au premier magistrat de la commune.

On a toujours tort de s'énerver. Le maire porta plainte, et Alain, à peine sorti de l'hosto, se retrouva en taule.

Son avocat n'avait pas inventé l'eau tiède. Au tribunal correctionnel d'Alès, il plaida le nervosisme de l'accusé, si bien que le juge, convaincu d'avoir affaire à un énervé de naissance, ordonna l'hospitalisation d'office dans

un établissement *ad hoc*. Alain se retrouva donc, après dix-huit mois de préventive, au quartier pénitentiaire de l'HP Carrairon, à Uzès, où il eut tout le loisir de regretter la quiétude des maisons d'arrêt, entouré qu'il était de quelques psychopathes particulièrement inquiétants.

Heureusement, personne, parmi les personnels de cet établissement, ne consentit à le reconnaître fada.

Le juge des libertés fut saisi et, se conformant à l'avis des experts, prononça l'élargissement d'Alain. C'était un vendredi. Le parquet fit aussitôt appel, lequel fut dans la foulée fixé au premier jour ouvrable suivant, lundi 12 décembre, à 10 heures du mat'. Alain ne put ni préparer sa défense, ni même avertir un avocat. En revanche, ce lundi-là, on avait trouvé un nouveau psychiatre qui, contrairement aux autres, pensait qu'il fallait garder Alain à l'hosto.

Ce n'est pas qu'il l'avait trouvé déséquilibré. Non, il écrivait même, dans son rapport : « Monsieur Paya [c'est le nom d'Alain] est adapté dans une situation qu'il refuse (l'h o) mais ne pose pas de problème d'opposition et de trouble du comportement. »

Oui, mais voilà. Ce n'était pas tout. D'abord, il y avait les cheveux « crépus et emmêlés évoquant la coiffe rasta » et une apparence trop raisonnable pour être honnête « lisse dans ses réponses, ce qui peut renvoyer à une forme de réticence... » Le tout, avec un passé franchement louche : « Concernant son enfance (en famille d'accueil), il ne signalera pas d'événement particulier. De la même manière, à l'adolescence, il n'évoquera pas de dysfonctionnements sociaux ou relationnels. Cependant, il a arrêté l'école à quatorze ans et a travaillé à la ferme familiale. »

Quand on a grandi orphelin chez des pauvres, peut-on se prétendre sain d'esprit ? Et a fortiori lorsqu'on n'a pas fait fortune plus tard : « Il dit qu'il n'avait aucun problème social, ni n'ayant besoin de soin psychiatrique et laisse penser qu'il avait obtenu un équilibre personnel, se contentant de peu dans un contexte qui paraît précaire. »

Car, en effet, le pauvre est une variété d'associal qui, lorsqu'il a un peu de bons

sens, demande à être assisté médicalement pour supporter son état. En conclusion, l'expert s'avoue bien embêté : « Nous nous trouvons là devant un problème complexe à savoir que [...] Monsieur Paya est adapté et ne présente pas de problème majeur ni de nécessité de traitement, si ce n'est qu'il se sent mal dans un milieu de maladie mentale. »

Et si vous voulez savoir quel est ce problème complexe, il n'est que de se reporter à la question finale posée par le tribunal : « Dire si les troubles mentaux dont est atteint Monsieur Paya compromettent la sûreté des personnes et portent atteinte, de façon grave, à l'ordre public. »

Le psy n'a même pas eu besoin de se contredire pour trouver à Alain des troubles mentaux. Le tribunal s'en était chargé à sa place. Il lui a suffi de reprendre les termes de la question dans sa réponse : « Les troubles mentaux dont Monsieur Paya est atteint compromettent la sûreté des personnes désignées dans son processus persécutif et par conséquent peuvent porter atteinte de façon grave à l'ordre public. »

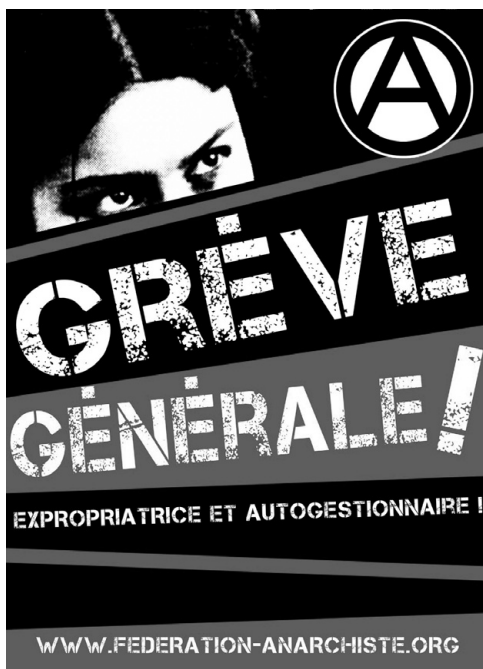
Processus persécutif car Alain, au cours de l'entretien, avait prétendu qu'on s'acharnait sur lui parce qu'il avait giflé un élu au bras long, de surcroît magistrat.

Le tribunal, quant à lui, s'appuyant sur la seule expertise qui confirmait ce qu'il voulait penser d'Alain, reconduisit la mesure d'enfermement en hôpital psychiatrique. Laquelle commence à faire long, pour deux claques.

Trois ans de placard, déjà. D'abord la taule, dix-huit mois en tout depuis 2008, et ensuite l'HP, dont il n'est pas près de sortir. Pour un homme considéré par tout le monde, y compris le psy qui l'a renvoyé à l'asile, sain d'esprit.

Mais qui persiste à ne pas admettre qu'on n'a jamais eu aucun tort à son égard. Ce qui prouve sa folie, imperceptible mais tenace. La même qui nous menace tous, à l'occasion. On croyait l'épidémie presque éteinte depuis celle qui avait emporté tant de dissidents dans l'URSS brejnévienne. Elle se manifeste à nouveau dans la France sarkozyste.

Gérard Amaté



À BAS TOUTES LES RELIGIONS !



FEDERATION ANARCHISTE
federation-anarchiste.org



Disponibles (en couleur) à la librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot, 75011 Paris.

Le Monde libertaire – édition gratuite



Quelques rendez-vous à ne pas manquer



Jeudi 26 janvier

De rimes et de notes (12 h 00) Actualité de la chanson et du spectacle Marlène donne Carte blanche à Pierre Margot, qui recevra Claire Guyot et présentera ses invités du lundi 30 janvier au Vingtième théâtre.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. «Débrédiner» (soigner les maux de tête) avec des libres penseurs non alignés. Invités pressentis : groupe André-Lorulot – Commune de Paris et son émission «Jour de lessive anticléricale» du dimanche matin.

Lundi 30 janvier

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Mardi 31 janvier

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques ou actuels.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Mercredi 1^{er} février

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Zydeco, blues et accordéon, première partie.

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice. Berthet One, ancien prisonnier, auteur d'une de la BD Evasion, primée à Angoulême.

Agenda

Vendredi 27 janvier

Vannes (56)

20h30. Conférence-débat avec Serge Latouche autour de son *Petit traité de la décroissance sereine*. Organisé par l'association écolo Grains de sable (presqu'île de Rhuys) dans le cadre du Forum social local. Amphi de l'IUT, I.

Paris XI^e

19h30. Les soirées vidéo de la Librairie du Monde libertaire. Projection du film Sacco et Vanzetti en partenariat avec l'émission Radio LAP (Lycée autogéré de Paris). 145, rue Amelot. Métros République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Samedi 28 janvier

Saint-Jean-du-Gard (30)

19 heures. Soirée avec Charles Reeve et Hsi Hsuan-Wou autour de leur livre *Les mots qui font peur. Vocables à bannir de la Toile en Chine*. La soirée sera conclue par un banquet sinophile. Bibliothèque-infokiosque, 152, Grand-rue. Entrée libre et gratuite.

Rennes (35)

16 heures. Projection du film *La conspiration de Chicago*, documentaire sur les luttes anti-capitalistes au Chili depuis la dictature de Pinochet jusqu'à aujourd'hui, puis rencontre/débat avec des activistes anarchistes internationaux. Organisé par le groupe La Digne Rage (Fédération anarchiste de Rennes). Au bar Le Papier timbré, 39, rue de Dinan.

20h30. Concert anarchiste avec HCCE Orwell (Death/Black Metal/HxC, Barcelona) et Karysun (Stoner/Metal, Caen). Organisé par

Happy Culture. Prix libre. Au bar Le Gazoline, 24, rue Nantaise.

Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec Jean-Pierre Levaray autour de son nouveau livre *Tue ton patron – saison 2*, Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 4 février

Paris XI^e

16h30. Evelyn Mesquida pour son livre *La Nueve 24 août 1944. Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris* (Cherche-Midi) et le traducteur Serge Utgé-Royo. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Dimanche 5 février

Saint-Jean-en-Royans (26)

16 heures. Dans le cadre de son « Année de l'autogestion », le groupe La Rue rôle de la Fédération anarchiste vous invite à un après-midi autour du film *Spezzano Albanese*. Depuis 1992, des militants libertaires animent à Spezzano Albanese (Calabre, sud de l'Italie) une Fédération municipale de base, fondée sur des pratiques d'auto-organisation et d'autogestion. La projection sera suivie d'un débat. Maison du Royans, 29, rue Pasteur. Entrée libre. Contact : laruerale@no-log.org

Le Mans (72)

16 heures. Le groupe Lairial organise un café libertaire : L' Internationale, 1864-1876, l'AIT: troisième partie. Le centralisme autoritaire et le fédéralisme libertaire, antagonistes, s'affrontent vivement entre Marx et Bakounine. Rappel historique, exposé et débat. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Samedi 11 février

Paris XVIII^e

15h30. La Bibliothèque La Rue entame une série de débats autour (et avec) les éditions Après le Lune, en compagnie de Jean-Jacques Reboux, fondateur des éditions, qui viendra viendra évoquer avec nous le métier d'éditeur engagé. 10, rue Robert-Planquette. Métros Blanche ou Abbesses.

Jeudi 23 février

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra Thierry Bourcy, auteur d'une série policière ayant pour cadre la guerre de 14-18, où il fait évoluer Célestin Louise, flic et soldat. Dernier ouvrage paru *Le gendarme scalpé* (Nouveau Monde éditions/Folio policier). À la Bibliothèque sociale, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles. Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dinatoire.

Jeudi 29 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra à la Bibliothèque sociale Evelyn Mesquida et Serge Utgé Royo pour l'ouvrage *La Nueve, ces républicains espagnols qui ont libéré Paris* (Cherche-Midi, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dinatoire, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

COMMENT DIFFUSER LE MONDE LIBERTAIRE GRATUIT ?

Si vous souhaitez devenir diffuseur de ce Monde libertaire gratuit, à parution hebdomadaire, il vous suffit d'indiquer les quantités souhaitées à : administration-ml@federation-anarchiste.org et ce sera avec plaisir que nous vous enverrons les journaux à l'adresse que vous indiquerez (50 exemplaires minimum par commande).

QUI SOMMES-NOUS ?

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation. Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus; l'égalité sociale, économique et politique; la liberté de création; la justice; l'éducation libertaire et permanente; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion); la démocratie directe; une économie tournée vers la satisfaction des besoins; l'abolition du salariat; l'écologie; la libre union des individus ou des populations; la liberté d'expression; la libre circulation des individus. Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Le Monde libertaire en kiosque cette semaine



Pour trouver un point de vente, rendez-vous sur www.trouverlapresse.com

LE MONDE LIBERTAIRE

Chaque semaine, 24 pages d'informations, d'analyses et de points de vue libertaires chez vous... c'est possible !

Abonnez-vous !

Offre (re)découverte
4 mois, 16 n^{os} pour 20 € seulement

Soutenez la presse libre et anarchiste !

Toutes nos formules d'abonnement sont consultables sur www.monde-libertaire.fr

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris) – Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 – EDRB.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.